

Guyane

À 150 BORNES
DE LA LIBERTÉ

Les eaux troubles du fleuve Maroni et 150 kilomètres d'une route bétonnée séparent gays, lesbiennes, bi et trans de Guyane de la liberté d'être soi-même.

Pour échapper aux agressions quotidiennes et vivre quelques heures au grand jour, les LGBT de ce département français d'Amérique du Sud doivent se rendre au Suriname voisin.

Dans une Guyane que l'histoire a rendue bien différente de la leur...

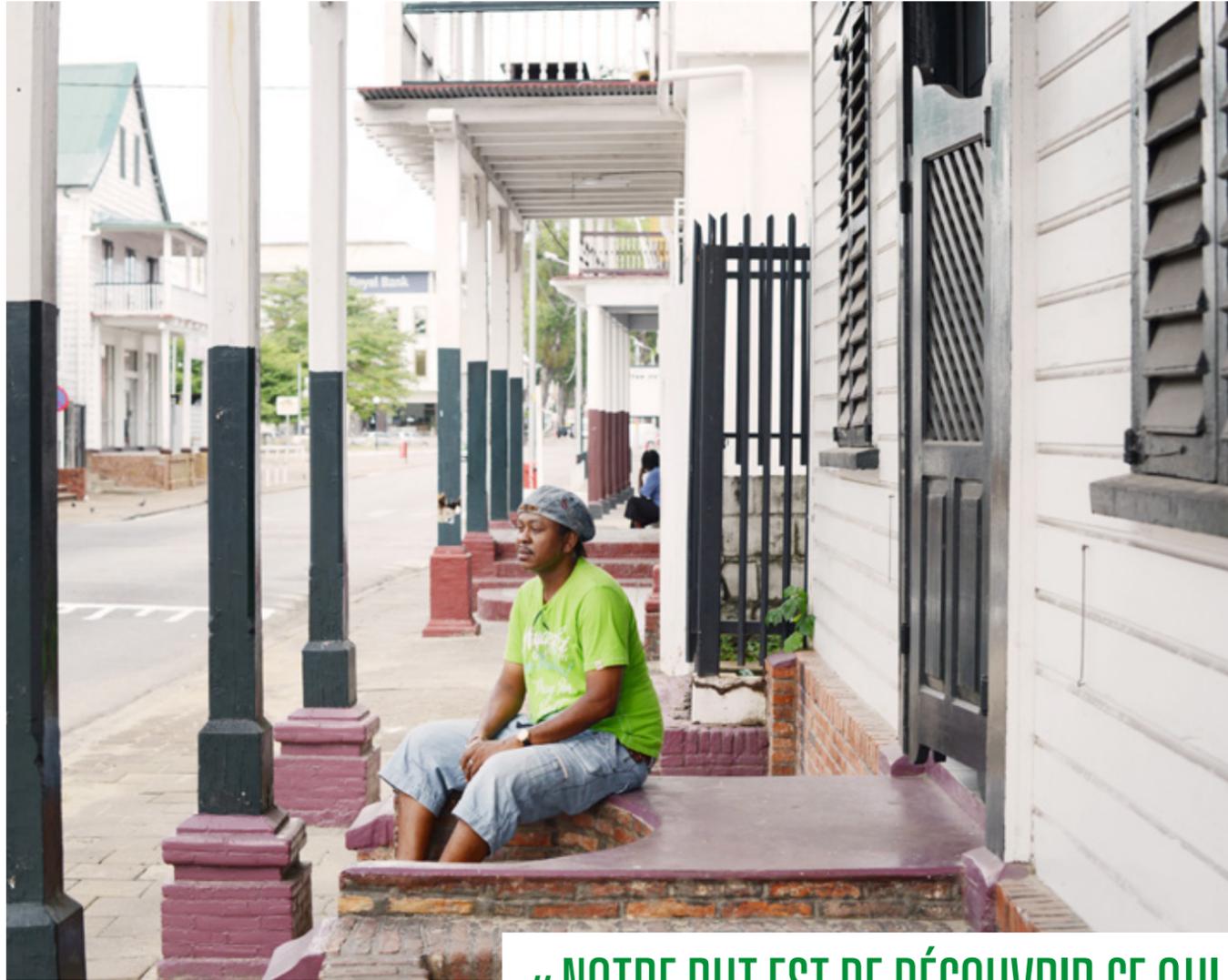
TEXTE ET PHOTO NICOLA LO CALZO

Saint-Laurent du-Maroni, ancienne colonie pénitentiaire, est aujourd'hui la deuxième ville de Guyane, après Cayenne. En ce jour d'octobre, un petit groupe déterminé de «HSH» – des «hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes», comme ils préfèrent se nommer ici –, s'apprête à partir pour Paramaribo, capitale du Suriname voisin. Depuis 2012, dans l'ex-colonie hollandaise, se déroule une marche des fiertés LGBT, organisée par une plateforme associative surinamaïenne. Après plusieurs réunions et certaines hésitations, le petit groupe de Français, soutenu par l'association Aides, a finalement décidé de répondre favorablement à l'invitation des associations de ce pays voisin. →

Kevin, 25 ans, attend le groupe de LGBT avec lequel il va assister à la gay pride de Paramaribo, au Suriname, sur l'autre rive du fleuve Maroni. Originaire du Guyana, il vit à Saint-Laurent, mais n'a ni papiers, ni travail.



Trevor, 41 ans, né au Guyana (ex-Guyane britannique), est animateur pour Aides à Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane.



→ Mais pourquoi, pourrait-on se demander, n'y a-t-il jamais eu de marche des fiertés à Saint-Laurent-du-Maroni, sur le territoire français théoriquement protecteur des libertés? La réponse peut se lire sur les visages à la fois excités et inquiets de ces hommes et femmes d'origine, d'âge et de statut social hétérogènes, tout comme l'est la Guyane. Parmi eux, on trouve des créoles guyanais, des Antillais, des «métros» (comme on appelle ici, les Blancs venus de la métropole) et des Bushinengués, les descendants des esclaves qui, au 17^e siècle, ont fui les plantations coloniales hollandaises pour s'installer, libres et indépendants, dans la forêt amazonienne.

« Pas libre de vivre »

« En Guyane, on n'est pas libre de vivre sa propre orientation sexuelle », affirme Netty N'zila, la fondatrice de Gay Attitude Guyane, la seule association LGBT existant ici, créée il y a guère plus d'un an par un groupe de femmes. « On est confronté à du

« NOTRE BUT EST DE DÉCOUVRIR CE QUI SE PASSE À PARAMARIBO EN TERMES DE LIBERTÉ. » ROMARIC, AIDES

harcèlement en tous genres. Récemment, un garçon a été battu par ses copains dans un collège de Cayenne à cause de son homosexualité présumée. La famille a préféré ne pas porter plainte, pour éviter d'attirer l'attention. » Entre l'influence des Églises évangéliques, celle du reggae jamaïcain hardcore et celle des traditions (la maturité est considérée comme acquise seulement quand on peut assumer femmes et enfants), la pression sociale peut laisser place à la tragédie. « J'ai fait une tentative de suicide à l'âge de 12 ans », confie Mc Gaver, 23 ans, qui est Ndjuka (un des six groupes parmi les

Bushinengués) et Français d'origine surinamienne, et dit avoir été « sauvé par la découverte du théâtre ». Il est aujourd'hui comédien à Kokolampoe, dans les cases de l'ancien bagne. Après la traversée en pirogue du fleuve, qui relie et sépare les deux États, le groupe monte discrètement dans un taxi-bus local. Pas de drapeau arc-en-ciel affiché, ni d'emblème identitaire. « Avec ce premier voyage, l'objectif est de permettre aux jeunes « HSH » de Saint-Laurent de découvrir ce qui se passe au Suriname, en termes de liberté, de leur donner l'opportunité de rencontrer la

McGaver, 23 ans, confie avoir fait une tentative de suicide à l'âge de 12 ans, et « avoir été sauvé par le théâtre ».





→ plateforme LGBTI [LGBT et intersexes] de Paramaribo et, peut-être, de les motiver à créer un jour quelque chose de similaire à Saint-Laurent», affirme Romaric Zerriouh Venet, président de l'association Aides Guyane, relais local de l'association de lutte contre le sida installé à Saint-Laurent depuis quinze ans.

« Un vrai débat »

Sur fond de musique reggae assourdissante, caressés par la fraîcheur de la climatisation (dehors, il fait 40 degrés), Mac Gaver et les autres membres du groupe arrivent à Paramaribo en début d'après-midi. La capitale surinamaïenne se présente comme

« IL M'ÉTAIT INTERDIT DE TRAVERSER LE QUARTIER, SOUS PEINE DE MORT. » GWEN

une ville cosmopolite et hétéroclite, rassemblant une multitude de communautés, javanaise, indienne chinoise, amérindienne, bushinengué... C'est dans ce contexte urbain qu'en 2011, suite à l'intervention homophobe d'un parlementaire, qui avait suggéré d'éliminer

les homosexuels du pays, la communauté LGBT locale a choisi de descendre dans les rues pour protester, donnant forme à une gay pride devenue récurrente. La rencontre avec la communauté homosexuelle de Paramaribo est fixée aux Zuz & Zo, une ancienne maison coloniale

en bois transformée en guest-house avec bar et restaurant. C'est dans ce lieu qu'est situé le quartier général de la marche. Son manager, Rishi, militante elle-même, nous accueille. Une table ronde est organisée pour parler identité de genre, discrimination, combat contre l'homophobie et projets pour l'avenir. « Ici au Suriname, déclare Rishi, il commence à y avoir un vrai débat autour de l'homophobie, et les réactions ne se font pas attendre: les deux tiers de la presse nous soutiennent. Le mois dernier, par exemple, un gay prostitué s'est fait interpeller par la police et a été durement battu. Suite à cette affaire, relayée abondamment par la presse

nationale, la direction de la police a demandé à ce que la plateforme organise des ateliers pour apprendre aux policiers à réagir afin d'éviter tout acte homophobe. » En Guyane comme dans le reste des Antilles françaises, on ne connaît pas ce type de sensibilisation. « La dernière rencontre annuelle des relais aux Caraïbes de l'association Aides avait pour thème l'homophobie en Martinique et a eu lieu sur l'île même. À cette occasion, a été évoquée l'idée de proposer des formations similaires à celles réalisées au Suriname, en direction des policiers, mais on s'est vite rendu compte que c'était pas réalisable », regrette Romaric. Et le

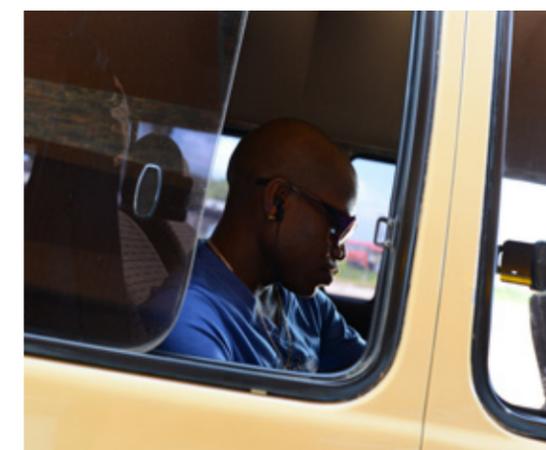
président de Aides Guyane de poursuivre, à propos des médias guyanais: « L'année dernière, des journalistes de Télé Guyane nous ont proposé de suivre la marche de Paramaribo et les actions LGBTI prévues au cours de la semaine. Ils nous ont proposé d'avoir tous les soirs un direct avec le journal télévisé depuis Paramaribo. Au début, tout a fonctionné, mais dès l'envoi du premier direct, le journal a été harcelé de coups de téléphone: des Guyanais ont appelé pour protester. On ne connaît pas exactement les raisons, ce qu'on a su c'est que la chaîne a reçu une telle pression que le direct de la marche a été stoppé dès le lendemain. →



← Les associations du Suriname ont invité les LGBT de Guyane française à participer à leur marche des fiertés.



← Le groupe de Guyanais emmené par l'association Aides, après la traversée du fleuve Maroni, doit encore faire 150 kilomètres de route pour rejoindre la capitale du Suriname.



← Kevin, 25 ans, attend dans le minibus les autres membres du groupe de Guyanais venus participer à la gay pride de Paramaribo.



→ Les journalistes n'ont pas pu aller au bout de leurs engagements. »

Quartiers ethniques

La question de l'homophobie en Guyane semble liée à celle de la géographie des villes, historiquement construites par quartiers ethniques : le village chinois, le village bushinengué, le village amérindien... « En Guyane, affirme Rishi, persiste une forme de ségrégation communautaire, qui ne favorise pas l'acceptation de l'homosexualité. Chaque communauté est repliée sur elle-même, alors qu'au Suriname, on se mélange. Identité de genre et appartenance ethnique font appel au même vocabulaire : l'acceptation de l'Autre. Les discriminations d'ordre identitaire sont souvent cumulées à celles liées à la migration et au statut de clandestin devenus désormais chroniques dans cette région française. » Une partie de la population actuelle de Saint-Laurent-du-Maroni est en effet obligée de vivre dans la clandestinité depuis vingt-cinq ans ! Suite à la guerre civile qui a éclaté au Suriname de 1986 à 1992,

plusieurs milliers de Bushinengés se sont réfugiés sur les berges françaises du Maroni. Malgré leurs demandes répétées, le statut de demandeur d'asile ne leur a pas été accordé par l'État français. Ils sont donc encore appelés « personnes provisoirement déplacées du Suriname », et ont été placés dans quatre camps de réfugiés dans les environs de Saint-Laurent. La nouvelle génération issue de ces réfugiés n'a ni la nationalité française, ni la nationalité surinamienne. Le résultat est catastrophique : impossible de sortir de Guyane ou du Suriname, pas d'accès au travail légal, pas d'accès complet à la santé et une grande précarité.

C'est le cas pour Gwen, une jeune femme transgenre ndjuka. Née d'une mère surinamienne réfugiée en Guyane durant la guerre civile, elle n'a jamais été reconnue française par la préfecture. « Officiellement, mon nom n'est enregistré nulle part dans les registres », dit-elle. Aînée d'une fratrie de onze enfants, Gwen devra vite quitter la maison familiale, après avoir révélé son orientation sexuelle à sa mère : « Sa réaction a été dure. Puis, elle a commencé à me dire qu'il fallait gagner de l'argent pour la famille, et que si je voulais sortir avec des hommes, il fallait bien me faire payer. Elle m'a même conseillé de voir un monsieur du

quartier qui avait l'habitude de coucher avec des hommes et de les payer. » Partie se réfugier chez son oncle, Gwen a subi un déferlement de haine : « De la part de mes frères, de leurs amis, des habitants du quartier, des vieux comme des enfants. Mon apparence féminine leur était insupportable. Il y a des endroits du quartier qu'il m'était interdit de traverser, sous peine de mort. J'aimerais partir en France métropolitaine ou au Brésil, pour mener une nouvelle vie et pouvoir commencer mon parcours de transition. À ce jour je n'en ai pas le droit... »

Liberté arrachée

À Paramaribo, la marche débute à 17 heures. La toute nouvelle organisation transsexuelle surinamienne Trans in Action ouvre symboliquement le défilé, suivie par un autre symbole fort, une fanfare constituée en majorité de Bushinengués. Sous le rythme fracassant des tambours et le son aigu des trompettes, Gwen, Mc Gaver, Romaric et les autres membres du groupe rejoignent la marche, accompagnés de deux cents manifestants dans les rues presque

« CE QUI COMPTE, C'EST ÊTRE LÀ, MARCHER, PARTAGER... DEMAIN, C'EST LE RETOUR À LA VRAIE VIE. » GWEN

désertes de la ville. On marche à grands pas. Le trajet accordé par la police permet de passer devant le palais présidentiel mais évite prudemment les quartiers commerciaux de la ville, là où il y a beaucoup de monde. Au milieu des déguisements bigarrés et des costumes excentriques, la Marche des fiertés du Suriname ne cache pas sa coloration très politique : des tracts sont distribués pour rappeler que l'égalité des droits est encore un combat à mener. Les revendications portées par les manifestants se mêlent aux sons de la fanfare, traversent la ville jusqu'aux quartier général de la marche.

Chez Zuz & Zo, dans une atmosphère festive et familiale, les organisateurs vont prendre la parole pour discuter des droits des LGBTI au Suriname, de la lutte contre l'homophobie et des questions de prévention liés à la santé. C'est aussi le moment de se rafraîchir avec une bouteille glacée de Parbo, la bière locale de Paramaribo, servie aux manifestants éprouvés par la marche. « Finalement, ce qui compte c'est être là, de marcher, de partager », s'enthousiasme Gwen. Et de profiter un peu de cette liberté arrachée. « Demain, c'est le retour à la vraie vie. » Celle de Saint-Laurent-du-Maroni... ●

« NOTRE PLATEFORME LGBTI APPREND AUX POLICIERS DU SURINAME À ÉVITER TOUT ACTE HOMOPHOBE. » RISHI